

Flash ISP 03-2004

>>> PSI@lb.bcentral.com 02/25 17:35 >>>

- Les services de l'eau résistent à la privatisation
- Sri Lanka : femmes et migration internationale
- Réseau de recherche des Syndicats mondiaux
- Quantifier la productivité dans les services publics
- « La marchandisation de nos droits »
- Un dossier spécial pour les migrants
- Ajustement structurel : rapport du SAPRIN

LES SERVICES DE L'EAU RESISTENT A LA PRIVATISATION

L'ISP a récemment publié sur son site web deux rapports expliquant comment deux municipalités, au Brésil et en Colombie, ont résisté à la pression exercée par la Banque mondiale et la Banque de développement interaméricaine quant à la privatisation de leur système d'eau. Au Brésil, le prêt de la Banque mondiale a été approuvé lorsque la municipalité a réussi à faire supprimer dans les conditions du prêt les dispositions de la Banque qui exigeaient la privatisation et la gestion privée du système de l'eau. Le gouvernement fédéral brésilien ainsi que celui de l'État concerné ont soutenu la municipalité, qui a dû faire face à une pression très forte de la Banque mondiale. En Colombie, la Banque de développement interaméricaine a refusé de continuer à verser le prêt lorsque la municipalité est revenue sur sa décision de privatiser le service de l'eau. Les représentants municipaux vont rencontrer la Banque de développement interaméricaine pour lui demander de supprimer l'obligation de privatisation. Ces exemples montrent qu'il est nécessaire et possible de résister aux banques de développement tout en bénéficiant de leurs prêts pour de solides projets dans le secteur public. Consultez ces rapports sur www.world-psi.org

SRI LANKA : FEMMES ET MIGRATION INTERNATIONALE

Au Sri Lanka, le syndicat uni des infirmières du service public (PSUNU) a récemment accueilli Kim Van Eyck, la Consultante de l'ISP pour la « Campagne sur les femmes et la migration internationale » du 6 au 12 février à Colombo. G.M. Chandralatha, trésorière du PSUNU et coordinatrice de cette campagne au niveau national, a facilité cette visite. Kim a visité deux hôpitaux, dont elle a rencontré les directeurs, les surveillantes générales et le personnel médical. Elle a interrogé six infirmières qui étaient parties travailler plusieurs années au Moyen-Orient et qui sont revenues travailler au Sri Lanka.

Bien que le PSUNU soit toujours un solide représentant des infirmières sri lankaises (il a d'ailleurs obtenu une augmentation de salaire en janvier), le salaire des infirmières du secteur public ne cesse de baisser par rapport au coût de la vie. Il y a une pénurie de 7000 infirmières dans le secteur public, et très peu de place pour des programmes de formation des infirmières financés par le gouvernement. Si l'on continue à ne pas former d'infirmières, les pénuries risquent de porter sur 25.000 postes d'ici à 2010. Outre ces graves manques de personnel, alors que les infirmières individuelles s'occupent parfois de 50 patients, un manque de lits d'hôpital oblige les infirmières des plus grands hôpitaux à s'occuper en moyenne de 500 patients quotidiennement. Au Sri Lanka, la très forte croissance de l'investissement dans le secteur privé de la santé (qui emploie actuellement 15.000 travailleurs de la santé et a mis en place des instituts privés de formation pour les aides soignants) a poussé le PSUNU à appeler au développement du recrutement éthique et des conseils de l'étranger en matière d'investissement dans le secteur de la santé. Le PSUNU tient à garantir a) que les infirmières formées par le privé aient des qualifications conformes aux normes fixées par la commission médicale sri lankaise, et b) que les instituts privés ne forment pas les infirmières exclusivement pour « l'exportation » à l'étranger, aux Etats-Unis ou en Italie par exemple, alors qu'on a tant besoin d'elles au Sri Lanka.

RESEAU DE RECHERCHE DES SYNDICATS MONDIAUX (GURN)

Depuis plusieurs années, les Syndicats mondiaux discutent (dans le cadre de la réflexion du millénaire de la CISL) du meilleur moyen de générer et d'utiliser la recherche sur des questions liées à la mondialisation. De nombreux syndicats importants et/ou bien financés embauchent chercheurs, mais la plupart des syndicats ne le peuvent pas. Ces derniers ont besoin d'analyses et de données concernant les recherches mais où les obtenir ? Il existe un véritable patchwork de recherches sur les syndicats dans le monde entier, mais aucun mécanisme capable de rassembler ce qui est fait, ni d'identifier les priorités, ni de mettre fin à un éternel recommencement du travail faute de coordination.

Au fil des discussions de ces derniers mois, il a été décidé de rassembler un certain nombre de chercheurs, d'instituts de recherche, de syndicats mondiaux, notamment l'ISP, et des personnes du Bureau des activités de l'OIT pour les travailleurs (l'ACTRAV) afin de voir si nous pouvions nous entendre sur un mécanisme susceptible de coordonner tout cela. L'OIT a organisé une réunion dans son centre de formation de Turin, qui a attiré 48 participants originaires de 39 pays. Un accord initial a été conclu en vue de mettre en place un site web pour un Réseau de recherche des Syndicats mondiaux, proposant des liens avec les principales pages web sur des sujets sélectionnés (les accords commerciaux régionaux, par exemple), ainsi qu'un guide des meilleures ressources concernant les syndicats.

Tout syndicat disposant de ses propres chercheurs ou ayant recours à un groupe de recherche sur les syndicats qui souhaiterait figurer sur la liste du réseau doit envoyer ses coordonnées précises à Mike.Waghorne@world-psi.org, sous réserve de se soumettre au principe de réciprocité et d'échange du GURN.

QUANTIFIER LA PRODUCTIVITE DES SERVICES PUBLICS

Au Royaume-Uni, un débat récent a donné lieu à une nouvelle réflexion sur la manière de quantifier la productivité des services publics. Les conservateurs se plaignent de ce qui est perçu comme un manque de productivité, et d'un « gaspillage d'argent » dans les services publics, ce qui a fait l'objet d'une toute nouvelle étude sur les méthodes de mesure de la productivité, et sur les défauts de la méthode utilisée jusqu'à présent. Par exemple, la productivité de l'enseignement se mesure au nombre d'élèves par heure enseignée, donc un enseignant qui a une classe de 20 élèves est jugé moins productif qu'un enseignant qui en a 30. Dans le secteur de la santé, les programmes de prévention n'entrent pas en ligne de compte, même lorsqu'ils ont permis de faire baisser le nombre de patients. La productivité de la police est calculée au nombre d'arrestations, donc s'il y a moins de crimes commis, la productivité diminue ! Au Royaume-Uni, ces mesures sont actuellement réexaminées, mais il faudrait les revoir aussi dans d'autres pays pour s'assurer que, si l'on doit mesurer la productivité des services publics, la méthode choisie soit au moins juste et précise.

LA MARCHANDISATION DE NOS DROITS

C'est le titre du nouveau rapport publié par Oxfam, qui donne à réfléchir quant aux effets de la mondialisation sur les femmes qui travaillent en bas de la chaîne de l'approvisionnement dans l'industrie de l'alimentation et de la mode. En haut de la chaîne mondiale de l'approvisionnement, les sociétés utilisent leur pouvoir pour obliger leurs fournisseurs à livrer. Cette pression est immédiatement répercutée sur les travailleuses sous forme d'heures interminables à un rythme toujours plus soutenu, souvent dans de mauvaises conditions et sans sécurité de l'emploi. La marchandisation de nos droits indique que des millions de femmes se voient refuser leur part équitable des avantages de la mondialisation. Le rapport accuse la Banque mondiale et les institutions financières internationales de pousser les pays en développement à supprimer les protections juridiques des employés. En réponse, l'économiste vedette de la Banque mondiale, David Dollar, défend l'approche de la Banque mondiale. Il admet que les politiques de libre échange créent des « perdants », mais il pense que le pays tout entier en tirera profit au final et que « c'est le meilleur système économique qu'on ait trouvé ». Dollar aurait également déclaré que les femmes des pays en développement qui travaillent de longues heures pour un salaire inférieur au salaire minimum agissent volontairement : « C'est un choix qu'elles font, à côté d'autres choix qu'elles pourraient faire ». Apparemment, les économistes de la Banque mondiale ont une vision assez particulière de la réalité. Vous pouvez télécharger ce rapport sur www.maketrade4fair.com.

Un dossier spécialement destiné aux travailleurs migrants

Cette série de documents entend fournir des renseignements sur le moyen de renforcer la protection des travailleurs migrants et de leur famille à l'aide des traités internationaux relatifs aux droits humains. Elle rassemble les informations de manière concise, renvoie à de nombreuses références et s'adresse aux particuliers, aux ONG, aux administrations et autres parties intéressées. Ce dossier est disponible sur le site web de la CICM (Commission internationale catholique pour les migrations) sous forme de fichiers pdf :

<http://www.icmc.net/docs/en/programs/advokit00>. Vous pouvez envoyer vos commentaires et questions sur la publication en anglais, français et espagnol à Mariette Grange, responsable de ce secteur à la CICM, sur grange@icmc.net.

AJUSTEMENT STRUCTUREL : RAPPORT DU SAPRIN

Ce nouvel ouvrage du Structural Adjustment Participatory Review International Network (SAPRIN), dont le sous-titre est The Policy Roots of Economic Crisis, Poverty and Inequality (Les racines politiques de la crise économique, de la pauvreté et de l'inégalité) présente de manière exhaustive, faits réels à l'appui, un bilan des conséquences de la libéralisation, de la déréglementation, de la privatisation et de l'austérité qui découlent de l'ajustement structurel. C'est le fruit de cinq années de collaboration entre des groupes de citoyens, des gouvernements des pays en développement, et la Banque mondiale elle-même. Les auteurs exposent les conséquences pratiques de l'ajustement structurel aux niveaux suivants : industrie, petites entreprises, salaires et conditions de travail, services sociaux, santé, éducation, sécurité alimentaire, pauvreté et inégalité. Le livre est disponible en anglais chez Zed Books, à £59,95 ou \$75,00 (relié) ou £16,95 et \$25,00 (broché). Il sera traduit en espagnol et certainement en français et en arabe. Pour plus d'informations, contactez Mohammed Umar, Zed Books, 7 Cynthia Street, London N1 9JF, Tel +44.(0)20 7837 4014, fax +44.(0)20 7833 3960, email sales@zedbooks.demon.co.uk <http://zedbooks.co.uk/>.

Powered by List Builder

To unsubscribe follow the link:

<http://lb.bcentral.com/ex/sp?c=12331&s=34F6ACE5931106DA&m=365>